

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
ZAC de Bourran  
9 Rue de Bruxelles  
12000 RODEZ

Rodez, le 13/05/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **CMGO (Carrières et Matériaux du Grand Ouest)**

Puech Hiver  
12330 SALLES LA SOURCE

Références : n°2022/CARMIN-104

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/05/2022 dans l'établissement CMGO (Carrières et Matériaux du Grand Ouest) implanté Puech Hiver 12330 SALLES LA SOURCE. L'inspection a été annoncée le 25/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CMGO (Carrières et Matériaux du Grand Ouest)
- Puech Hiver 12330 SALLES LA SOURCE
- Code AIOT dans GUN : 0006800186
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La carrière "Puech Hiver" est une carrière de calcaire autorisée par arrêté préfectoral du 29 juillet 2003 pour une durée de 20 ans. La production maximale est de 300 000 tonnes par an. En 2021, elle a fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire autorisant l'approfondissement du carreau d'exploitation sans modification du rythme et du volume autorisé.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- surveillance environnementale (poussières)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 29/07/2003, article 22.3.1	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prévention des pollutions.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.5.	/	Sans objet
Prévention des pollutions.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.8.	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prévention des pollutions.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.6.	/	Sans objet
Prévention des pollutions.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.7.	/	Sans objet
Prévention des pollutions.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.9.	/	Sans objet
Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 29/07/2003, article 22.3.3	/	Sans objet
Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 40	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Une non-conformité a été relevée concernant l'arrosage des éléments de l'installation de traitement pouvant être à l'origine d'émissions de poussières.  
L'arrosage avait été envisagé lors du dossier d'autorisation initiale par une humidification de type GIESLER.

### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle :** Prévention des pollutions.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance environnementale
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Pour les exploitations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa, implantés sur un site nouveau, une première campagne de mesures effectuée dans le cadre de l'étude d'impact avant le début effectif des travaux, permet d'évaluer l'état initial des retombées des poussières en limite du site.
<b>Constats :</b> Le plan de surveillance présenté par l'exploitant est daté de février 2019. Il comporte notamment les différentes zones d'émissions de poussières, l'analyse des vents dominants selon la saisonnalité, les conditions topographiques du site ainsi que le choix de localisation des jauges de mesure.  Certains éléments du plan n'ont pas été mis à jour (déplacement d'une jauge notamment).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.6.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance environnementale
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de surveillance comprend :- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.
<b>Constats :</b> Le plan de surveillance comporte une station de type a (H5) et 4 stations de type c (H1, H2, H3 et H4bis). L'exploitant procède à des campagnes trimestrielles (la pose des jauges ainsi que le relevé a été sous-traité à ATMO Occitanie). Sur l'année 2021, il a été procédé à 4 campagnes de 30 jours (+ ou moins de 2 jours, intervalle toléré pour tenir compte des week-ends notamment) sur les mois de février, mai, août et novembre. Les résultats 2021 ne peuvent être représentatifs car il a été constaté le vol d'une jauge et d'un entonnoir sur la campagne de juin qui a conduit à l'absence de résultats sur 2 points de mesures et la casse d'un entonnoir sur la campagne de novembre qui a conduit à l'absence de résultats sur un point de mesure.
<b>Observations :</b> L'exploitant a engagé une réflexion sur la mise en place d'une station de type b à proximité de la première habitation sous les vents dominants (non prise en compte à l'heure actuelle compte-tenu de la topographie du site).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.7.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance environnementale
<b>Prescription contrôlée :</b> Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m <sup>2</sup> /jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m <sup>2</sup> /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.
<b>Constats :</b> Les mesures de l'année 2021 ont été inférieures à la limite de 500mg/m <sup>2</sup> /jour pour chacune des jauges qui ont pu être mesurées (vol et casse de matériel constaté lors de 2 campagnes).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.8.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance environnementale
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les installations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa du paragraphe 19.5 du présent arrêté, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum. La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques. Toutefois, pour les carrières dont la surface n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.
<b>Constats :</b> La carrière dispose de sa propre station météorologique. Néanmoins, il n'existe aucune procédure ni registre permettant de démontrer l'utilisation et la maintenance de celle-ci selon les bonnes pratiques.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.9.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance environnementale
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.
<b>Constats :</b> Le bilan de l'année 2021 reprend les valeurs mesurées sur chacune des jauges. Ces valeurs sont associées au volume d'activité de la carrière et aux conditions météorologiques du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/07/2003, article 22.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance environnementale
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place un réseau de surveillance des retombées de poussières dans l'environnement constitué au minimum de 4 points de mesures.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose de 4 points de mesures et d'un point de mesure témoin.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/07/2003, article 22.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance environnementale
<b>Prescription contrôlée :</b> En particulier, les concasseurs, cribles et sorties de tapis comportent des dispositifs de pulvérisation d'eau sous pression.
<b>Constats :</b> Les concasseurs, cribles et sortie de tapis ne disposent pas de pulvérisation d'eau sous pression. Sont arrosés les granulats 0/20, les silos de sable ainsi que la piste en sortie de site.
<b>Observations :</b> L'exploitant indique que le bassin de décantation ne peut servir à lui seul à l'arrosage nécessaire tel que prescrit.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 40
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> Lorsque les émissions canalisées de poussières proviennent d'émissaires différents, les valeurs limites applicables à chaque rejet sont déterminées, le cas échéant, en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés. Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure. Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm <sup>3</sup> ), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15° Kelvin) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en poussières sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm <sup>3</sup> ) sur gaz sec.
<b>Constats :</b> Il n'existe pas de rejets canalisés sur l'installation de traitement. Elle dispose de plusieurs aspirateurs dont les filtres se décolmatent régulièrement pour faire retomber la poussière de manière compacte sur les tapis de convoyage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet